

Arrêté n°2024-1293-A

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Ville de Montbrison à compter du 19/11/2024

Demande déposée le 02/08/2024 et complétée le 28/08/2024	
Affichage récépissé dépôt de dossier 07/08/2024	
Par :	SCCV LES PRES FLEURIS représentée par Monsieur FARGERÉ Sébastien
Demeurant à :	43 Rue de la Montat 42000 SAINT-ETIENNE
Sur un terrain sis à :	Rue des Prés Fleuris 42600 MONTBRISON 147 AB 119, 147 AB 123, 147 AB 132, 147 AB 133, 147 AB 134, 147 AB 135, 147 AB 243, 147 AB 326
Nature des Travaux :	Construction d'un immeuble de 23 logements en R+2 (bâtiment implanté sur le Lot A2)

N° PC 042 147 24 M0041

**Surface de plancher 1667,7 m²
créée :**

Le Maire,

Vu la demande de permis de construire présentée le 02/08/2024 et complétée le 28/08/2024 par la SCCV LES PRES FLEURIS représentée par Monsieur FARGERÉ Sébastien,

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un immeuble de 23 logements en R+2 implanté sur le Lot A2,
- sur un terrain situé Rue des Prés Fleuris, 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

Zone : AUc,

Vu l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) - Secteur Les Prés Fleuris,

Vu le Permis d'aménager n° **PA 042 147 22 M0006 accordé le 15/12/2022** sous le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 12 juillet 2013, modifié le 24 mai 2016, mis à jour le 21 octobre 2016, modifié le 26 septembre 2017 et le 10 juillet 2018, mis à jour le 7 novembre 2019,

Vu le Permis d'aménager **Modificatif n° PA 042 147 22 M0006 M01 accordé le 5 juillet 2024** sous le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

Vu l'avis favorable **avec prescriptions** de Loire Forez agglomération - Service Cycle de l'eau concernant le raccordement au réseau d'assainissement en date du 26/09/2024,

ARRETE

Article 1 : Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées ci-dessous.

Article 2 : Les prescriptions émises par Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau dans l'avis ci-joint, devront être strictement respectées.

Article 3 : En application de l'article de l'article R 442-18 du Code de l'urbanisme, le permis de construire ne pourra être mis en œuvre que lorsque les équipements desservant le lot seront achevés.

MONTBRISON, le 19 novembre 2024,
Pour le Maire,
Pierre CONTRINO,
Adjoint Délégué



Observations :

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement, part Communale et part Départementale.

Votre projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément aux articles R.424-17 et 18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.